

Assemblées annuelles 2010

Banque africaine de développement

Abidjan, Côte d'Ivoire

27 mai 2010

Allocution de Mmakgoshi Phetla-Lekhethe,
Gouverneur suppléant provisoire, Afrique du Sud

Monsieur le Président des Conseils des gouverneurs, M. Paul Bouabré,
Honorables gouverneurs,
Distingués délégués,
Mesdames, Messieurs,

Permettez-moi de vous transmettre les salutations de mon gouverneur, M. Pravin Gordhan. Le ministre Pravin Gordhan, par ma voix, voudrait adresser ses sincères remerciements au gouvernement et au peuple de Côte d'Ivoire pour l'accueil chaleureux réservé à ma délégation depuis notre arrivée à Abidjan. Monsieur le Président, le ministre Gordhan voudrait s'excuser auprès de vous pour n'avoir pas pu effectuer le déplacement pour être à vos côtés et auprès des autres collègues en ce jour.

L'honneur m'échoit donc de vous dire quelques mots de sa part.

Monsieur le Président,

Nous sommes réunis encore une fois, en notre qualité d'actionnaires, pour délibérer, consulter et affiner l'orientation de notre banque de développement. Nous sommes également réunis ici dans le pays des Éléphants (nom de l'équipe nationale de football de la Côte d'Ivoire) pour élire les membres du Conseil d'administration qui vont représenter leurs différents groupes de pays mandants pendant une période de trois ans, et le Président des Conseils, pour assurer la direction de la Banque africaine de développement au cours des cinq prochaines années. L'élargissement du Conseil d'administration de 18 à 20 groupes de pays est l'aboutissement de longues consultations et d'efforts considérables, et a eu pour effet de renforcer la représentation de l'Afrique australe et de lui donner plus de voix, avec à la clé un siège permanent pour l'Afrique du Sud.

Créée en 1963, avec un capital initial autorisé de 250 millions de dollars EU, la Banque africaine de développement avait vu ses ressources passer à 22,3 milliards de dollars à la faveur de la 4^e AGC en 1987. Quand nous nous rappelons la décision des gouverneurs au Caire, en décembre 1987, d'augmenter le capital de la Banque de 200 pour cent, nous réalisons les similitudes et les différences entre les défis qui se posaient à nous alors et les défis et opportunités qui se présentent à nous aujourd'hui.

En octobre 1987, les marchés boursiers à travers le monde avaient perdu des valeurs énormes en un temps record. Déclarée à Hong Kong, la crise s'est propagée vers l'ouest, franchissant les fuseaux horaires internationaux pour atteindre l'Europe, et touchant les États-Unis après que d'autres marchés aient déjà été frappés, leurs indices enregistrant une baisse sensible. Le krach de Wall Street a fait chuter l'indice Dow Jones d'un record de 508 points et entraîné un effondrement de 17 pour cent des valeurs boursières à travers le monde. Le krach boursier de 1987, l'effondrement du peso mexicain en 1994, et la crise des marchés émergents de la fin des années 90, tendaient tous à indiquer qu'une interdépendance poussée pourrait avoir pour effet de favoriser la propagation des crises d'un pays ou d'un marché à plusieurs régions.

Si l'impact de la récente récession économique mondiale a été diversement ressenti à travers la région, le ralentissement de l'activité économique en 2009 semble avoir été la conséquence d'un fléchissement de la demande extérieure plutôt que des bouleversements subis par les flux financiers. En ce qui concerne l'Afrique subsaharienne, la réaction en chaîne dans les pays à revenu intermédiaire s'est traduite par une baisse moyenne de la croissance de la production de plus de 6 % en 2009, comparée à la période 2004-2008. N'eût été l'application des mesures politiques difficiles, les ravages du ralentissement auraient été bien plus importants. L'édition d'avril 2010 des Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne réaffirme que :

« La faible intégration de nombreux pays de la région à l'économie mondiale a sans doute joué en leur faveur, mais seulement de façon limitée. Les ralentissements antérieurs (moins sévères) de l'économie mondiale ont eu des conséquences beaucoup plus dévastatrices. Cette fois, la récession mondiale a été nettement plus prononcée, mais elle a produit bien moins de bouleversements. La principale caractéristique qui distingue le dernier ralentissement en date des cycles précédents réside dans le fait que la plupart des pays de la région ont abordé la crise dans de meilleures conditions sur le plan macroéconomique »

La récession antérieure faisait suite quasiment à une décennie de croissance économique rapide, d'intensification des échanges mondiaux, de croissance de l'emploi et de baisse de la pauvreté à travers une grande partie du monde. L'Afrique a enregistré sa croissance économique la plus forte en l'espace de trois décennies. Vu l'effondrement de la production qui a suivi, il importe que les décideurs politiques se posent les difficiles questions de savoir ce qui a causé la crise et les leçons qui peuvent être tirées, et également si les politiques que nous adoptons créent les conditions pour que l'Afrique devienne le nouveau pôle de croissance.

Nous rappeler que nous avons été capables de faire face aux ravages les plus sérieux du ralentissement de l'activité économique ne devrait pas signifier qu'il est désormais acceptable de retourner aux pratiques d'avant la crise : l'économie mondiale est en phase de rééquilibrage, et le défi qui se pose à nous est de veiller à ce que l'Afrique ne perde pas sa place dans ce processus. La mutation, qui a été décrite comme le mouvement des plaques tectoniques, nous imposera de développer notre capacité à transformer nos matières premières en produits finis pour remplacer ceux que nous importons actuellement. Si nous supprimons les barrières à la production de ces biens au plan national, tout en créant les conditions pour que les investisseurs extérieurs délocalisent la production en Afrique, alors, le développement de l'Afrique pourrait commencer à présenter un visage très différent. Contrairement aux efforts antérieurs consistant à privilégier la substitution des importations, une forme de protectionnisme, qui ont échoué, cette approche peut tirer parti des avantages de l'intégration régionale au niveau des marchés mondiaux.

L'élaboration des politiques, de nos jours, a besoin de faire appel à un ensemble quelque peu différent de considérations.

L'étude internationale réalisée par la Commission sur la croissance, sous la présidence du Professeur émérite, Michael Spence, apporte un éclairage sur les traits distinctifs des 13 économies à forte croissance. Les leçons qui se dégagent de cette étude sont que ces pays ont tiré parti de l'économie mondiale, ont mis en œuvre des politiques monétaires et budgétaires judicieuses, étaient dotés de gouvernements efficaces et ont été en mesure de procéder aux arbitrages difficiles requis pour une croissance à long terme. Il n'existe pas de formule magique pour réaliser une croissance accélérée, créer des emplois et réduire la pauvreté.

Une approche multidimensionnelle s'avère nécessaire, car nous savons que même lorsque des politiques judicieuses sont mises en œuvre avec succès, le changement économique prend du temps. L'approche impose des choix difficiles, notamment en ce qui concerne les options d'investissement, les priorités de dépenses, la technologie et les stratégies commerciales.

Cette approche aura également besoin de promouvoir des accords sous-régionaux, rationnels et propres à jeter les bases pour une intégration économique plus poussée. Elle a en outre besoin d'institutions professionnelles, dotées de ressources adéquates, compétentes et engagées. En particulier, elle a besoin d'une Banque africaine de développement forte.

Monsieur le Président, dans les heures qui vont suivre, nous allons procéder à la réélection du Président Kaberuka, pour assurer la direction de la Banque au cours des cinq prochaines années. Nous appuyons la proposition du Gouverneur du Maroc de procéder à la réélection du Président Kaberuka, pour un second mandat, par acclamation. En tant qu'actionnaire majeur de la Banque africaine de développement et seul membre régional du Fonds africain de développement, l'Afrique du Sud est déterminée à appuyer la Direction de la Banque, avec à sa tête le Président Kaberuka, dans le cadre des efforts qu'elle déploie pour s'acquitter de son mandat qui, à notre sens, consiste en ce qui suit :

- maintenir le cap de la BAD sur l'objectif de devenir la première banque de développement pour l'Afrique, à travers une démonstration des résultats ;
- veiller à ce que la Banque soit pertinente pour tous ses actionnaires, notamment en continuant d'axer les efforts sur la réduction de la pauvreté par le biais de croissance ;
- faire fond sur les domaines prioritaires où la Banque a, et peut développer, un avantage comparatif solide, et en particulier, maintenir l'accent sur l'intégration régionale, l'investissement dans les États fragiles et le développement du secteur privé et du capital humain de l'Afrique ;

- veiller à une utilisation efficiente des ressources ;
- demeurer un canal et un promoteur de réformes qui conduisent à un professionnalisme plus poussé, une prestation plus efficace des services et la bonne gouvernance.

L'augmentation générale du capital offre à la Banque une base solide pour s'acquitter de son mandat. Nous allons sous peu conclure les négociations sur la reconstitution des ressources du FAD. Nous encourageons nos partenaires à contribuer avec générosité à la reconstitution des ressources du Fonds. Ce faisant, ils honoreront leurs engagements en faveur du développement en aidant à relever les défis multiples du continent.

Monsieur Bouabré,

Dans à peine deux semaines, l'attention du monde des amoureux du football sera focalisée sur le plus grand événement sportif mondial qui sera organisé pour la première fois sur le continent africain. Nous nous réjouissons d'avance de vous accueillir en Afrique du Sud dans les 15 prochains jours.

Venez, pour qu'ensemble nous puissions célébrer la finale de rêve entre les Bafana Bafana et les Éléphants.

Je vous remercie de votre attention.